

PRESENTATION

par Alain Caillé

Qu'est-ce qui fait que certaines villes semblent invivables, tandis que d'autres dégagent un charme inépuisable? Que tel ensemble architectural nous parle quand tel autre nous fait horreur? On sait à quel point ces questions s'exacerbent avec la querelle de l'architecture moderne. Que nous ne parvenons pas à trancher. Car, à la fois, nous détestons nos villes massifiées et fonctionnelles, nos grands ensembles qui nous donnent le sentiment d'une perte irréparable de l'harmonie entrevue dans ce qui subsiste des villes anciennes; et, en même temps, nous ne pouvons envisager d'y faire retour. Pourquoi faire de l'ancien avec du neuf, en effet? Comment donc construire nos villes, désormais?

Telles sont les questions — les questions de tout le monde — que nous nous posions en lançant le projet de ce numéro il y a un ou deux ans. Un peu à l'aveuglette au départ, car jamais le M.A.U.S.S. ne s'était attaqué à ce type de questions, le plus souvent abandonnées aux urbanistes, aux ingénieurs et aux architectes. Ou alors objet de spéculations philosophiques quelque peu incantatoires sur la perte de « l'habiter ». Une certitude néanmoins nous animait : celle qu'il existe une étroite connivence et interdépendance entre le fonctionnalisme architectural et urbanistique — celui qui triomphe avec le Bauhaus et la charte d'Athènes, et qui cristallise au plus haut point la représentation que la modernité du XX^e siècle se sera donnée d'elle-même — et l'utilitarisme théorique qui domine depuis deux siècles dans les sciences sociales, en philosophie politique et, sans doute, en politique tout court. Au minimum, il valait la peine de tenter de démêler certains des fils qui assurent la traduction d'un type de discours et de pratiques dans un autre. Avec un peu de chance, nous serions ainsi peut-être à même de faire apparaître des éclairages inattendus et d'esquisser quelques conclusions, au moins hypothétiques et provisoires. C'est le résultat de cette première enquête et de ces esquisses d'exploration que nous livrons au lecteur dans ce numéro.

Il démarre avec deux textes qui nous semblent en bien résumer l'esprit général en quelques pages. L'expérience de la ville moderne est celle de l'ambivalence. Vouée pour se développer à détruire sans cesse le passé dont elle hérite — dans un mouvement semblable à ce qu'en économie, Joseph Schumpeter désignait comme celui de la destruction créatrice —, elle nous laisse incertains, tiraillés entre la nostalgie de ce qui disparaît et la fascination pour l'histoire en mouvement. *Didier Lapeyronnie* exprime admirablement cette « ambiguïté profonde » de la ville moderne. « Nous voulons nous lier et rompre, nous attacher et être libres, nous enraciner et circuler. Nous désirons la proximité et la distance [...] la ville que nous sou-

haitons doit être notre ville et celle des autres [...] un lieu de contemplation et d'action. Elle doit porter le passé et le futur, l'enracinement et le déracinement, l'inconnu et le familier, le semblable et le cosmopolite, le calme et l'agitation. Nous désirons intensément changer et rester les mêmes. Aussi, nous aimons et nous détestons nos villes modernes. Nous les trouvons simultanément magnifiques et hideuses. Nous nous en échappons dès que nous pouvons, mais c'est aussitôt pour le regretter. » Cette existence clivée, cette ambivalence de notre rapport au monde est certainement ce qui gît au plus profond de l'expérience de la modernité comme le montre *Marshall Berman*, dans son beau livre *All That is Solid Melts into Air*, inconnu en France, qui mieux que tout autre sans doute fait sentir de l'intérieur ce qui se joue — ou faut-il dire « se jouait » ? — pour l'homme dans l'expérience moderne, et dont nous traduisons ici un chapitre. La ville moderne est l'exposant visible de cette tension non résolue et qui n'a pas à l'être. Mais de quelle modernité et de quelle ville moderne parlons-nous ?

Avec Le Corbusier, montre Berman, c'est une tout autre modernité que celle que célébrait Baudelaire qui s'amorce. Berman fait remonter à une soirée d'été de la Saint-Martin, en 1924, la découverte de cette nouvelle modernité par Le Corbusier et sa conversion définitive à elle. Le Paris qu'il perçoit alors, apothéose de la modernité baudelairienne, l'effraye tout d'abord par l'intensité de la circulation, par une sorte de presse incessante. Sa première réaction est de résister à cette vitesse. Il évoque la ville ancienne qu'il a connue étudiant, la ville dans laquelle « la chaussée nous appartenait » ; puis soudain abandonne toute résistance et tout regret pour se convertir au mouvement lui-même, à la ville faite circulation, à l'absolue fluidité dont doit désormais se tisser la ville nouvelle à faire advenir. Ainsi seulement, dans la soumission à la circulation reine, dans la reconquête de l'harmonie perdue avec la nature grâce au triomphe de la fonctionnalité, ainsi seulement sera-t-il possible de retrouver paradoxalement une nouvelle forme de tranquillité. Une fois les ambivalences de la modernité surmontées et dissoutes dans la fluidité, il sera possible « d'éviter la révolution ». « Architecture ou révolution. On peut éviter la révolution », écrit en effet Le Corbusier. Autrement dit, on doit résorber le politique, niché dans l'ambivalence de la ville moderne, et ne plus laisser subsister de l'exigence démocratique que sa composante fonctionnelle.

Ce qui s'est initié ainsi avec Le Corbusier, c'est un gigantesque mouvement de désintrinsication générale des espaces bâtis. De désintrinsication et, du même mouvement, de ségrégation. Livrés à la vitesse, les lieux d'habitation des classes sociales s'éloignent et se dissocient comme se dissocient les fonctions, le travail et la résidence. Vouée à la fluidité universelle, la ville fonctionnelle évoque la chaîne fordiste. Des ateliers spécialisés ici, des dortoirs résidentiels spécialisés là sont reliés par des convoyeurs, ou par des autoroutes, à une gigantesque chaîne de montage, ou bien à un lieu de travail ou de commerce. Mais on le voit bien : cette modernité-là n'a plus rien à voir avec la précédente. Ni même avec la ville « moderne » d'hier. Même

éventrées, traversées d'autoroutes urbaines ou de radiales, New York, Paris ou Buenos Aires sont encore des villes. L'ultra-récent n'abolit pas le passé. Il y demeure suffisamment d'ambivalence, de variété et de mélange.

De même que le capitalisme du XX^e siècle n'a pas ressemblé à celui qu'annonçait Marx — mais celui du XXI^e peut-être... —, parce que le politique, la démocratie, l'art ou la science y auront conservé une autonomie véritable, irréductible aux seules exigences de l'accumulation du capital, de même la ville du XX^e siècle n'aura jamais été pleinement « moderne », au sens du Bauhaus parce que toujours étayée sur de l'ancien (même récent) et sur du composite. Elle aura été contemporaine de l'individu démocratique, libéré. Ce n'est que dans le grand ensemble contemporain que le mouvement fonctionnaliste-utilitariste touche vraiment à son terme. Que tout devienne définitivement séparé, à commencer par le grand ensemble lui-même, coupé de tout et au sein duquel plus rien ne parvient à se symboliser. On a beau le réhabiliter, le rénover, l'embellir, l'animer, le « centrevilliser » ou le « parcaménager », tout retombe toujours dans le factice et l'insignifiant. Et le violent. Plus rien ne lui permet de ressembler à une ville. Moderne ou pas.

L'IDÉAL DE LA VILLE ANCIENNE

Détaillons maintenant le propos. En nous interrogeant d'abord sur le monde urbain que nous avons perdu. Qu'est-ce qui nous fascine encore dans ce qui subsiste des villes anciennes et qui fait que, lorsqu'un architecte ou un urbaniste essaie de faire joli, parlant, beau, ou même simplement plaisant, il ne trouve pas à nous offrir autre chose qu'une forme ou une autre de pastiche de la ville ancienne? À cette question *Jacques Dewitte*, s'inspirant de *Hans Sedlmayr* — pour qui la ville doit être perçue et pensée « comme une œuvre d'art » —, nous offre une réponse de prime abord déconcertante, mais qui à la réflexion, s'avère vite plus que convaincante : presque irrésistible. Si la ville ancienne nous séduit, c'est parce que, comme les animaux ou comme les sujets humains, elle se donne à voir. Elle vise à la présentation de soi, au-delà de toute fonctionnalité, dans une dimension de redoublement originaire de l'être et du paraître. Les lecteurs et amateurs de l'œuvre phénoménologique de Jacques Dewitte, abondante mais mal connue parce que trop diffuse, trouveront là un excellent condensé de ses thèmes essentiels et une étonnante transposition à la forme urbaine de ses réflexions sur la forme animale. N'entrons pas ici dans les questions qu'elle soulève — comment penser cette autoprésentation de la ville? Doit-on considérer la ville comme une sorte de quasi-sujet inconscient? Et à qui, pourquoi, en vue de quoi se donne-t-elle ainsi à voir? Retenons seulement que ces formulations sont étonnamment parlantes, pour qui — c'est le titre du premier article de J. Dewitte — « sait voir ». Ou veut apprendre à voir. Et en effet, qu'y aurait-il à voir si rien n'était donné à la vision?

Mais encore. Qu'est-ce qui fait que tel visible nous semble beau, nous émeut et nous parle ? À suivre les arguments de Sedlmayr, de *Karl Gruber* et de J. Dewitte lui-même, une première réponse vient à l'esprit. Ce qui rend la ville belle, c'est sa capacité à figurer un microcosme social et architectural ordonné, dans lequel chaque bâtiment, par les modulations de sa taille, de son raffinement et de sa splendeur, expose non seulement son importance propre mais aussi celle de ceux qui l'ont commandé et qui y vivent. C'est un pluralisme spatial et physique qui redouble et exprime une pluralité sociale à la fois intriquée et hiérarchisée. Si le bâti peut ainsi directement donner à voir le social, spontanément, sans plan rationnel préconçu, c'est, montre *Christian Norberg-Schulz*, parce qu'il existe un code, un jeu de langage architectural universellement connu et partagé qui, en définissant des types, permet à chacun de savoir ce qu'est une église, un hôtel de ville, un hospice, une maison de maître ou d'artisan. Toute ville se doit de posséder ces divers types de bâtiments. Chacune possède pour le faire et le mettre en scène (et en vision) un style particulier, exactement comme chacune possède en propre un idiome ou un dialecte. Dans ce cadre-là, tous connaissant les règles syntaxiques, sémantiques et stylistiques, chacun est aussi libre de bâtir à sa guise que le locuteur de la langue est libre de proférer les paroles qu'il désire dès lors qu'il respecte les règles du système. D'où cette impression d'extraordinaire liberté que donnent les villes anciennes alors même que l'ensemble qu'elles forment paraît pourtant plus cohérent que celui de nos villes planifiées.

Mais sans doute faudrait-il ici nuancer et affiner l'analyse. On pourrait en effet trop aisément tirer ces réflexions dans le sens d'une apologie des hiérarchies médiévales bien ordonnées et d'une vénération pour l'ordre¹. En déduire que c'est la logique de la soumission à une autorité bien déterminée qui produit le cosmos citadin ordonné et la beauté qui en résulte. Ce serait là une interprétation outrée et indûment réactionnaire. Dans son deuxième article, J. Dewitte suggère bien, au contraire de cette lecture traditionaliste possible, comment ce qui donne à la ville sa forme — ou pour mieux dire *sa silhouette* —, c'est la division première dont elle naît, le conflit qui lie en les opposant les divers groupes sociaux qui la constituent. N'idéalisons pas. Même si l'on oublie trop que les cités médiévales en Europe, qui nous semblent si belles, ont eu pour nombre d'entre elles étroitement parti lié avec l'invention de la démocratie moderne, il est clair qu'il est de belles villes que n'a travaillées aucun semblant de démocratie. Mais il n'en est pas qui n'aient été informées par le pluralisme social en acte, par le mélange des conditions, des fonctions, des lieux et des symboles. En un mot, par une logique de l'imbrication.

1. Et d'autant plus aisément que H. Sedlmayr a eu quelques sympathies pour le régime nazi d'avant-guerre...

URBANISME ET UTILITARISME

Ce que cette représentation de la ville traditionnelle laisse toutefois trop échapper, c'est qu'elle était indissociable d'une célébration et d'un culte de la grandeur — la grandeur de Dieu, la grandeur des riches marchands, la grandeur des Grands tout simplement — qui allaient vite devenir incompatibles avec l'aspiration démocratique à l'égalité des conditions. De même que les particularismes stylistiques ornementaux devaient rapidement, à la fin des Lumières, se révéler incompatibles avec l'objectif d'une gestion rationnelle — c'est-à-dire de masse — de la maladie, de la misère ou de l'hygiène. À l'homme travailleur, productif, utile, économe, rationnel, soucieux de confort et des commodités de la vie, doivent correspondre une architecture et un urbanisme tout autre que ceux qui exprimaient avant tout le souci de la gloire de Dieu ou de leur propre gloire. Les impératifs fonctionnels-utilitaires deviennent donc hiérarchiquement premiers par rapport à ceux de la symbolisation qui l'emportaient jusqu'alors. À l'idéal politique rationaliste codifié par Jeremy Bentham, et qui entend construire par la raison, sur les décombres d'un passé méandreux, une société rationnelle apportant le plus grand bonheur au plus grand nombre, répond l'idéal d'une architecture rationnelle parfaitement exposé par Jean-Nicolas-Louis Durand, nommé professeur d'architecture à l'École polytechnique en 1795 et dont les cours seront maintes fois réédités tout au long du XIX^e siècle.

Qu'il s'agisse de théorie morale, d'économie politique ou de théorie architecturale, les principes de base sont les mêmes. Écoutons Durand : « [...] Dans tous les temps et dans tous les lieux, toutes les pensées de l'homme et toutes ses actions ont eu pour origine ces deux principes : l'amour du bien-être et l'aversion pour toute espèce de peine. C'est pourquoi les hommes [...] lorsque réunis en société ils élevèrent des édifices publics, durent chercher : 1^o) à tirer des édifices qu'ils construisaient les plus grands avantages, et par conséquent à les faire de la manière la plus convenable à leur destination; 2^o) à bâtir de la manière la moins pénible dans l'origine et la moins dispendieuse par la suite, lorsque l'argent fut devenu le prix du travail². » *Anne-Marie Fixot* donne ici, dans un essai novateur et éclairant, tous les éléments qui permettent de comprendre le triomphe progressif, de la fin du XVIII^e à nos jours, du point de vue utilitaire-fonctionnel lié au remplacement des monuments par les équipements et au triomphe des ingénieurs ou des urbanistes sur les architectes.

De ce mouvement historique, dont A.-M. Fixot retrace ainsi l'histoire, *Nicolas Soulier*, dont l'expérience d'architecte urbaniste « qui sait voir » se révèle précieuse, nous décrit le point d'aboutissement. Qu'il est possible de caractériser en quelques mots, empruntés à Le Corbusier lui-même. Au terme de la dynamique de désintrication fonctionnelle, de fluidification de la circulation, d'hygiénisation et de rationalisation, « nous avons bien entendu

2. Jean-Nicolas-Louis DURAND, *Leçons d'architecture*, 1985 (1819), Nördlingen, Verlag Dr. Alfons Uhl, p. 6, cité par Anne-Marie Fixot.

supprimé la “rue-corridor”, la rue de toutes les villes du monde. Nos maisons d’habitation n’ont rien à voir avec les rues [...] jamais un piéton n’y rencontre une voiture. Jamais! [...] Il n’y a plus jamais de cours, mais toujours des vues très étendues, de chaque fenêtre (il n’y a même plus de fenêtre mais des murs de verre³). » Pas de fenêtre. Qu’y aurait-il d’ailleurs à regarder dès lors que la ville qui ne donne plus à voir ne peut se regarder elle-même? Dans le nouvel espace posturbain, artificiel, dont a été expulsé tout ce qui évoque la socialité et l’urbanité primaires, « les distances, nous dit N. Soulier, sont supprimées et les séparations toujours plus effectives [...] La mise en périphérie de tous [...] transforme les proximités spatiales de voisinage en fragments séparés, délocalisés. Dans ce territoire mesuré alors par la seule proximité de réseau, des mondes artificiels, des bulles, des enclaves, des camps retranchés, des territoires sécurisés se commercialisent ou sont mis sous assistance, en lieu et place des tissus spatiaux de la socialité que l’on désigne par le terme ville, dont la qualité est l’urbanité ». Ainsi se réalise ce que *Jean-Claude Michéa* nomme, de façon étonnamment exacte, « la destruction des villes en temps de paix ».

Cette manière de voir toutefois n’est-elle pas trop tranchée? *Marc Wiel* montre comment, en effet, le modelage des nouveaux territoires urbains, la colonisation des communes rurales, la création des villes nouvelles, etc., s’expliquent par les rentes économiques liées à la disponibilité en moyens de circulation — la circulation apparaît donc bien comme le déterminant en dernière instance des nouvelles urbanités —, mais qu’entre la ville et la non-ville, du périurbain à la ville nouvelle et au rurbain, il est possible de distinguer toute une série de gradations. Le constater ne suffit toutefois pas à répondre à notre question de départ : qu’est-ce qui rend une ville (ou une quasi-ville) bonne à vivre? Sur ce point, on trouvera ample matière à réflexions dans le second texte de N. Soulier publié ici, qui retrace par le menu sa tentative de recréer, à Aulnay-sous-Bois, les bases matérielles d’une urbanité primaire, la cour, la rue, tout ce que le fonctionnalisme a voulu abolir. Si l’étude de N. Soulier est particulièrement instructive, c’est parce qu’elle montre admirablement et en détail comment la norme utilitariste s’impose sans même que personne ne le désire expressément. Au-delà des bonnes volontés épisodiques des uns ou des autres, elle s’inscrit dans tout un empilement de règles et de normes techniques, hygiéniques, administratives, financières et sécuritaires. Toute volonté de surmonter la monotonie anti-urbaine devra tout ou tard succomber à l’objection de non-conformité aux normes en vigueur⁴ et s’anéantir. Mais peut-être, comme le suggère

3. LE CORBUSIER, *La Ville radieuse*, 1993, p. 106. Cité par N. Soulier.

4. Cet exemple semble aisément généralisable à toute une série d’autres domaines. J’ai pu moi-même expérimenter à l’université de Paris X-Nanterre l’extraordinaire force d’inertie que l’injonction de la conformité même imaginaire, surtout imaginaire, aux normes administratives permet d’opposer aux réformes pédagogiques les plus simples et les plus évidemment sensées. Chacun verra aussitôt mille exemples du même problème et de la même logique. Faut-il chercher ailleurs que dans son refus celui d’une certaine Europe ?

N. Soulier, la chose est-elle particulièrement vraie en France. Mis à part les pays de l'Est, les autres pays d'Europe ont réussi à passer avec la norme utilitariste-fonctionnelle des compromis plus vivables que chez nous. Pour avoir mieux et plus tôt que chez nous amorcé et mené l'autocritique du fonctionnalisme? Celle par exemple que développe ici, dans deux courts textes, *Ernst Kallai*, critique d'art et directeur de la revue du Bauhaus, qui, très vite, tirera la sonnette d'alarme.

DÉNI DE LA DÉMOCRATIE. QUE FAIRE ?

Le lecteur qui suivra ce numéro dans sa continuité sera sans doute surpris d'y voir apparaître, sans que rien ne l'ait apparemment préparé, deux textes sans rapport direct sauf par le fait que leur place ici semble également incongrue. Le premier est la transcription d'un entretien qui a eu lieu il y a quatre ans (déjà) entre *Cornelius Castoriadis* et le M.A.U.S.S. sur la définition de la démocratie, sur son degré d'universalité, la nature de son lien avec l'Occident, et sur le rapport entre démocratie directe — la seule démocratie véritable aux yeux de Castoriadis — et la démocratie représentative. Le second reproduit une série d'entretiens qu'un étudiant en maîtrise de sociologie politique à Paris X-Nanterre, *Farid Benbekaï*, a menés l'an passé avec des collégiens et collégiennes de treize à quinze ans, presque tous « beurs » ou « blacks ». Sur la conception que ces jeunes se forment de la société moderne et de la France en particulier, il s'agit d'une véritable mine. Aux deux sens du terme ! Il y a là matière à commentaires infinis. Et aussi, il faut le dire, le contenu est explosif. On est abasourdi et terrifié par le *quantum* de haine qu'on y découvre. À tel point que nous avons hésité à le publier, et que Farid Benbekaï lui-même ne savait trop qu'en faire. Le publier ou le taire ? On trouve là en effet la parfaite image renversée du discours de Le Pen. Comme si le racisme avait réussi à engendrer son double parfait, qui n'a plus rien à lui envier et qui semble le légitimer après coup. Remercions F. Benbekaï de s'être laissé convaincre que toutes les bien-pensances sont contre-productives, et que plus tôt la société française affrontera, hors de tout faux-semblant, ce cancer qui la ronge et mieux cela vaudra.

Mais pourquoi placer ce texte ici, alors que ces jeunes ne parlent guère de leurs conditions d'habitation ? et guère non plus, accessoirement, de la démocratie ? En raison d'un pari théorique dont il nous semble qu'il est justifié par tout ce qui précède (le lecteur jugera...). On le sait, les habitants des « quartiers » disent les aimer malgré tout. Au moins en un sens, et même s'ils sont prêts à faire beaucoup pour en sortir. Pour s'en sortir. *Right or wrong, my country*. Beau ou affreux, c'est mon quartier. Et, de toute façon, selon toute vraisemblance, il n'est même pas affreux. Les logements y sont probablement confortables. C'est fonctionnel, ou à peu près, quand ce n'est pas cassé. À prix égal, le confort et l'espace sont sans commune mesure avec

ce qu'on obtiendrait à la ville. Il y a donc tout — tout sauf la ville. Tout le confort et l'utilitaire, mais pas le symbolique. Mais comment ne pas voir que l'utilitaire est ainsi offert à défaut de la démocratie et d'une citoyenneté véritable ? En un don empoisonné de l'utilitaire, en somme. Hannah Arendt écrivait, prophétiquement, que ce qui nous attend, c'est une société de travailleurs sans travail et qu'il n'y a rien de pire. Elle aurait pu ajouter : de travailleurs sans travail et assignés à des logements fonctionnels trop utiles mais dépourvus de sens, des non-travailleurs sans ville. Radicalement exclus, donc.

De ce déni de citoyenneté il serait assurément abusif de rendre responsable la seule idéologie utilitariste en tant que telle. Adéquatement mariée à une norme éthique universelle, c'est elle qui a accouché de l'essentiel de nos démocraties modernes. Mais il n'en est pas moins clair qu'il y a en germe dans la norme architecturale et urbanistique utilitaire un déni matérialisé de la démocratie au nom du fonctionnel. Il n'est nullement certain qu'elle doive toujours aller jusqu'à son paroxysme. Les beaux quartiers marient sans problème majeur l'utile et le symbole. Mais quand cette tendance immanente à l'utilitarisme urbanistique se donne libre cours, comme dans nombre de pays de l'Est ou dans nos quartiers, alors elle produit des ravages terrifiants. Anne-Marie Fixot explique ici, dans un deuxième article, pourquoi toutes les politiques de la ville qui se sont succédé depuis une trentaine d'années se sont montrées impuissantes. L'essentiel est qu'elles n'ont pas su dépasser la logique du don de l'utile pour déboucher sur celle du don de la démocratie et de la citoyenneté. Quelles qu'aient été les rhétoriques civiques mises en œuvre, elles se sont en fait limitées à des politiques paternalistes et tutélaires, affermissant le pouvoir des administratifs et des édiles municipaux plus qu'elles n'ouvraient la porte à une citoyenneté effectivement partagée. Si se multiplient les quartiers abandonnés à la « Caillera » où ni la police ni les pompiers ni le SAMU ne peuvent pénétrer, n'est-ce pas, suggère Jean-Claude Michéa, parce qu'aussi longtemps que la chose n'affecte pas la structure du pouvoir qui règne dans les conditions de vie normale, elle ne dérange pas vraiment ?

La question devient donc urgente de savoir que faire. Deux lignes de réponse, distinctes mais au bout du compte étroitement liées, s'offrent à la réflexion. On en trouvera ici des esquisses. La première consiste à tenter de desserrer le poids des contraintes techniques, économiques et fonctionnelles en commençant par mettre en doute leur nécessité. C'est ainsi que l'architecte *Léon Krier*, à la pointe du combat contre les modernités ou postmodernités outrancières, explique, avec des arguments qui méritent considération, qu'il est faux de croire que la construction artisanale des bâtiments serait nécessairement plus onéreuse et moins opérationnelle que la construction industrielle. Le surcoût qui apparaît indubitablement dans l'immédiat étant assez rapidement compensé par l'économie sur l'entretien et la réfection. Aussi ou plus provocant, ou provocateur, *Louis Maîtrier* suggère ainsi de reconstruire un bidonville à Nanterre ! Un bidonville doté de tout le confort collectif moderne mais où, au moins, les populations en état de relégation

pourraient effectivement accéder à la propriété de leur propre lieu et participer d'un espace. Et redeviendraient leurs propres maîtres.

On discutera de ces solutions. Et de bien d'autres. Mais une chose est sûre. Bonnes ou mauvaises, elles ne seront susceptibles de trouver un début d'application que si elles sont portées par des structures de pouvoir désireuses et capables de les traduire en actes. C'est ici que rebondit la question de la démocratie. La ville moderne comme la ville médiévale ont été étroitement liées en Occident à l'aventure de l'invention démocratique. Chacune a incarné une étape du pluralisme social. Le pluralisme des ordres et des états sociaux dans un cas, le pluralisme des classes dans l'autre. À des degrés infiniment divers, ce pluralisme s'adossait à une intrication des fonctions, des espaces, des symboles et d'un pouvoir. Or ces différentes composantes de ce qui faisait la ville s'éloignent les unes des autres à une vitesse qui semble infiniment accélérée : le commerce d'un côté, le travail de l'autre, la résidence ailleurs et le pouvoir ailleurs encore. Et les classes, les strates et les groupes ethnico-culturels chacun de leur côté.

Personne ne doute qu'il ne puisse exister de regain de la ville et de renaissance de la beauté urbaine et de l'urbanité sans un regain de l'espoir démocratique. Mais comment le traduire et le faire advenir ? Sous la forme de la démocratie directe ? Voilà un premier débat trop souvent esquivé. On peut ne pas partager la certitude de C. Castoriadis pour qui la démocratie est directe, sur le mode athénien, ou n'est pas du tout. Mais on voit mal comment il serait possible de surmonter les maux de nos cités en refusant d'y créer des espaces publics sur lesquels puissent se manifester et se symboliser la conflictualité sociale. Mais ceci posé — qui n'est pas rien et mériterait d'amples discussions —, surgit aussitôt un second problème, encore plus redoutable : la démocratie, directe ou semi-directe, oui, assurément ; mais à quelle échelle ? Quelle est aujourd'hui l'unité de pouvoir minimal à la fois pertinente et souhaitable ? La question est particulièrement difficile à résoudre puisque la désintrication générale qui affecte la modernité avancée fait qu'il n'existe plus aucun rapport simple entre la résidence, l'espace de déplacement quotidien normal et l'échelon administratif et politique. Une seule chose est certaine : en France tout particulièrement, le découpage des pouvoirs administratifs et politiques est scandaleusement inadapté — sans que personne semble beaucoup s'en émouvoir. À qui s'inquiéterait des troubles dans les « cités », on pourrait pourtant faire observer que nos communes rurales, même lorsqu'elles n'ont que quelques centaines d'habitants, voire moins, sont dotées d'une structure politique non dénuée d'autonomie, tandis que dans les grands ensembles, des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes doivent apprendre à coexister en dehors de toute structure politique de proximité, et dans une totale et abjecte dépendance vis-à-vis de structures administratives tutélaires qui ne sont actives qu'à distance. On produit des catastrophes sociales et urbaines à moins que cela. On sera donc particulièrement attentif à l'analyse critique que nous donne *Pierre Calame* de l'inadéquation de nos structures politico-

administratives, et à son plaidoyer en faveur des « pactes locaux pour l'emploi et la solidarité ».

Mis à part le fait qu'en ces matières, tout reste à penser, et plus encore à faire, est-il possible de tirer de ce numéro quelques conclusions? Peut-être permettra-t-on à l'auteur de ces lignes, parfaitement ignare sur la question et qui n'a pas assisté sans quelque inquiétude à l'accouchement difficile et incertain de ce numéro, de hasarder après l'avoir lu, un début de réponse qui n'engage que lui à la question posée au départ : qu'est-ce qui rend certaines villes bonnes à vivre et d'autres invivables? Un certain air de démocratie sans doute — l'air de la ville rend libre, on le sait bien, *Die Luft des Stadt macht frei* —, un véritable pluralisme social, fonctionnel et symbolique plus sûrement encore. Mais aussi, et plus simplement peut-être : il n'y a pas de ville s'il n'y a pas, s'il n'y a plus de rues — de rues-corridors —, de places qui expriment une socialité primaire publique, et de cours qui donnent vie à une socialité primaire privée. Conclusions triviales, peut-être, mais j'avoue que je n'y avais pas pensé⁵.

Dans les numéros pairs, au second semestre, *La Revue du MAUSS semestrielle* s'ouvre à d'autres thèmes que ceux qui sont abordés dans le dossier central. Elle (re)devient ainsi pleinement revue et non seulement ouvrage collectif. Habituellement nous laissons le lecteur découvrir librement cette partie, sans rien dire des articles variés qui la composent.

Loin de nous l'idée de le priver de cette liberté. Mais nous nous en voudrions de ne pas insister sur la qualité rare de ceux qui paraissent cette année. En quelques pages tranchantes et limpides, *Bernard Guerrien et Francesco Vergara* montrent à quel point certaines évidences admises par tout le monde sont tout sauf évidentes, aussi bien au plan théorique qu'au plan empirique. Parmi elles, la certitude que la diminution des bas salaires serait indispensable à la lutte contre le chômage ou que l'ère des retraites par répartition serait désormais en voie d'épuisement et devrait s'ouvrir aux fonds de pensions. Rédigé pour une encyclopédie allemande, l'article de *Francesco Fistetti* représente probablement ce qui s'est écrit de mieux informé et de plus synthétique sur l'individualisme méthodologique⁶. De même fera date l'article de *Stephen Kalberg*⁷, qui soutient que, malgré son caractère épars, l'analyse wébérienne de la société américaine est plus juste que l'apparemment indépassable vision qu'en avait développée Tocqueville. De son côté, *Patrick Cingolani* revient sur la question de l'héri-

5. Ou plutôt, j'avais oublié certaines lectures. Et notamment, sur ces points déjà: Jacques DEWITTE, « Éloge de la place Camillo Sitte ou l'agoraphilie », in *Le Temps de la réflexion* VIII [Gallimard, 1987] et « Le bonheur urbain », *Le Messager européen* n° 8 [Gallimard, 1994].

6. Pour ceux qui savent lire en italien, signalons son dernier livre, *Heidegger e la politica*, Laterza, Bari, 1999, qui a le grand mérite d'insister sur la fascination heideggerienne première, trop oubliée, pour la *polis* grecque.

7. Par ailleurs auteur de l'ouvrage sans doute le plus juste et le plus précis sur la sociologie historique de Max WEBER : voir *Max Weber's Comparative Historical Sociology*, The University of Chicago Press, 1994.

tage de la pensée durkheimienne de la communauté. À partir d'un matériau africain, *Gilles Séraphin* ouvre à la réflexion sur le don des horizons importants en montrant comment les habitants de Douala attribuent des significations bien distinctes au don, et pour tout dire diamétralement opposées, selon qu'il se déploie dans le monde visible ou dans le monde invisible. Ce qui est don dans le visible est appropriation dans l'invisible. De la réversibilité du symbolisme en somme... Sur cette question de la nature du symbolisme enfin, *Marcel Hénaff*, un des meilleurs commentateurs de l'œuvre de C. Lévi-Strauss, ouvre le débat avec les auteurs du numéro 12 de *La Revue du MAUSS* consacré à ce thème.

Bref, qu'il soit satisfait ou mécontent de la partie de ce numéro consacrée à l'urbanisme, que le lecteur ne le referme pas sans au moins jeter un œil sur la seconde...